

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Moins d'armes nucléaires pour plus d'écoles, d'EHPAD ou d'hôpitaux

Le gouvernement a rendu publique la programmation militaire 2019 – 2025 qui consacrerait 300 milliards d'euros sur 6 ans à l'armée, dont une part importante pour la modernisation ou les études pour l'arsenal nucléaire militaire.

Si l'armée, comme tous les services publics, a besoin d'un plan d'équipements et d'une revalorisation des salaires de ses agents, les missions et moyens qui lui sont attribués doivent faire l'objet d'un large débat car il s'agit d'un choix de société.

Face aux besoins des populations, aux attentes de nos concitoyens, le Gouvernement annonce 120 000 suppressions de postes dans la fonction publique, qu'elle soit hospitalière, judiciaire, éducative, policière ou encore territoriale.

Ces annonces m'amènent deux réflexions :

- Sous couvert d'aider les militaires sur le terrain, c'est un choix assumé pour l'arme nucléaire qui est réaffirmée.
- dans la même semaine, le gouvernement annonce, sans débat, un plan de réduction des effectifs pour les services publics utiles aux populations et un large investissement militaire.

Je dénonce cette priorité militaire nucléaire, aujourd'hui inutile et dangereuse.

Je dénonce ces choix qui vont priver l'ensemble des concitoyens de services utiles au quotidien, priver les collectivités de la capacité d'investir pour l'avenir.

Jean-Claude KENNEDY